

# Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 10, du 4 au 10 mars 2019

- Régional : Rapport *Women, Business and the Law* 2019 de la Banque mondiale : évolution de l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes en Afrique de l'Ouest anglophone ;

- Nigéria : Hausse de 39% des échanges commerciaux en 2018 ; ajout du textile à la liste des produits pour l'importation desquels l'accès aux devises est interdit ; Pan African Towers signe un partenariat de 20 MUSD avec Watt Renewable Corporation pour de la fourniture d'énergies renouvelables ; enveloppe de 100 MUSD dédiée à l'énergie solaire approuvée par le Fonds vert pour le climat ; la Banque américaine d'import-export exprime en partenariat avec l'américain AECOM son intérêt pour financer 85% du projet de chemin de fer côtier du Nigéria ;

- Ghana : 150 MEUR de financements britanniques accordés pour la construction d'infrastructures ;

- Sierra Leone : 11,8 MUSD alloués par le Fonds international de développement agricole (FIDA) au projet de développement de la chaîne de valeur agricole (AVDP).

## Régional

**Rapport *Women, Business and the Law* 2019 de la Banque mondiale : évolution de l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes en Afrique de l'Ouest anglophone.**

	Indice WBL 2018	Rang ASS	Indice WBL 2009	Rang ASS
Nigéria	68,75	30 <sup>e</sup>	62,5	30 <sup>e</sup>
Ghana	75	18 <sup>e</sup>	75	8 <sup>e</sup>
Libéria	75	19 <sup>e</sup>	66,25	21 <sup>e</sup>
Sierra Leone	63,13	36 <sup>e</sup>	63,13	29 <sup>e</sup>
Afrique sub-saharienne (ASS)	69,6		64	
Monde (187 pays)	74,7		70,1	

Le [rapport](#) de la Banque mondiale analyse la situation et les progrès législatifs en matière d'égalité des droits socio-économiques entre les sexes dans 187 économies du monde. Plusieurs facteurs sont pris en compte, comme les restrictions à la mobilité, la gestion de ses actifs, l'accès au travail etc. Un indice compris entre 0 (minimum) et 100 (maximum) a été construit pour suivre et comparer les différentes situations nationales et régionales. Ainsi, depuis 2009 l'Afrique sub-saharienne (ASS) a vu sa situation converger vers la moyenne mondiale, mais reste derrière les autres continents exceptés l'Asie du Sud, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Le Nigéria a vu son indice progresser (+6,25 pts depuis 2009), en particulier pour ce qui est de l'accès à l'emploi, mais conserve sa position relative en ASS (30<sup>e</sup>). Le Ghana a conservé le même score depuis 2009, ce qui explique son déclassement de la 8<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place sur la période. Le Libéria est le pays d'Afrique de l'Ouest anglophone qui a vu sa situation la plus progresser sur la décennie (+8,75 pts), grâce à des avancées dans l'accès à l'emploi et l'égalité salariale. La Sierra Leone a dans le même temps perdu sept places avec un indice stagnant à 63,13 depuis 2009.

## Nigéria

### Hausse de 39% des échanges commerciaux en 2018.

Les exportations ont atteint 19 100 Mds NGN (62,5 Mds USD, +40,5% en glissement annuel) et les importations 13 165 Mds NGN (43,1 Mds USD, +37,7% en g.a.) en 2018, selon le [Bureau national des statistiques nigérian](#) (NBS). La balance commerciale a ainsi vu son excédent croître de 1 899 Mds NGN (6,21 Mds USD) pour atteindre 5 934 Mds NGN (19,42 Mds USD). Les exportations de produits pétroliers ont représenté 94% des ventes totales (17 908 Mds NGN, soit 58,6

Mds USD, +38% en g.a.) dont 82% pour le pétrole brut, celles de biens manufacturiers 3,4% (646 Mds NGN, soit 2,11 Md USD, +178% en g.a.) et celles de biens agricoles 1,6% (302 Mds NGN, soit 988 MUSD, +77%). Du côté des importations, les biens manufacturiers ont compté pour 57% du total (7 462 Mds NGN, soit 24,42 Mds USD, +61% en g.a.) et les produits pétroliers raffinés pour 31% (4 014 Mds NGN, soit 13,13 Mds USD, +50% en g.a.). Destination de 16% des exportations, l'Inde a été le 1<sup>er</sup> client du Nigéria en 2018, suivi de l'Espagne (10%), de la France (8%), des Etats-Unis (6%) et des pays membres de la CEDEAO (6% au total). La Chine, 1<sup>er</sup> fournisseur du Nigéria, était à l'origine de 19% des importations du pays, devant les Pays-Bas (11%), les Etats-Unis (7%) et l'Inde (5%). La France a compté pour 3% des achats nigériens, la CEDEAO 0,6%.

**Ajout du textile à la liste des produits pour l'importation desquels l'accès aux devises est interdit.**

[La Banque centrale du Nigéria \(CBN\) a décidé d'inclure les produits textiles à la liste des biens et services pour lesquels l'accès aux devises sur le marché des changes nigérian, en vue de leur importation, est prohibé.](#) Composée de 41 produits lors de sa publication en 2015, cette liste avait été complétée par l'ajout des fertilisants en décembre 2018. Son objectif est de protéger de la concurrence extérieure les industries présentes sur le territoire nationale afin de promouvoir la production locale et ainsi limiter la sortie de devises. Selon le Gouverneur de la CBN, Godwin Emefiele, le Nigéria importe annuellement 4 Mds USD de produits textiles. Par ailleurs, les fournisseurs de fibre de coton destiné à l'industrie textile devront s'approvisionner localement à partir de 2020, auprès de producteurs qui pourront profiter de l'*Anchor Borrowers Program*, système de prêts agricoles conduit par la CBN. Le niveau moyen des réserves de change en février 2019 était de 42,78 Mds USD et le taux de change moyen de 306,2 NGN/USD, pour un taux parallèle de 357,6 NGN/USD.

**Pan African Towers signe un partenariat de 20 MUSD avec Watt Renewable Corporation pour la fourniture d'énergies renouvelables.**

[Le canadien Watt Renewable Corporation \(WATT\) fournira des solutions énergétiques alternatives renouvelables pour les 1000 tours opérées au Nigeria par l'opérateur d'infrastructures de télécommunications nigérian Pan African Towers Limited \(PAT\).](#) La première phase du projet concernera 45 sites. Confronté à des délestages électriques, PAT espère avec ce partenariat réduire de moitié le coût de fonctionnement de ses tours. Installé au Nigéria depuis 2017, où il a débuté ses activités, l'opérateur est en concurrence avec IHS et Helios Towers, mais possède également 300 tours au Ghana. WATT, spécialisé dans les énergies renouvelables et les systèmes hybrides, compte de son côté s'appuyer sur ce projet pour réaliser en parallèle 4 000 nouvelles connections électriques de résidences ou commerces situés à proximité des tours équipées. Selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité au Nigéria atteignait moins de 60% en 2016 et seulement 41% pour les populations rurales.

**Enveloppe de 100 MUSD dédiée à l'énergie solaire approuvée par le Fonds vert pour le climat.**

[Le Fonds vert pour le climat \(FVC\) a approuvé une enveloppe de 100 MUSD visant à investir dans certains des 14 projets de producteurs indépendants d'électricité \(IPP\) ayant conclu un accord d'achat d'électricité \(PPA\) avec l'Etat fédéral.](#) D'un montant maximal de 467 MUSD, le [programme](#) devrait voir son financement complété par un apport similaire de la Société financière internationale (SFI) et la Banque africaine de développement (BAfD), le reste des fonds provenant des autres contreparties (dont 27 MUSD de banques locales). Mis en place par les 194 pays faisant parti de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2010, le FVC a été créé pour soutenir les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique des pays en développement. Le fonds a lancé sa première mobilisation de ressources en 2014 avec des promesses de dons de 10,3 Mds USD, pour 2 Mds USD de fonds actuellement investis sur 5 Mds USD engagés.

**La Banque américaine d'import-export exprime en partenariat avec l'américain AECOM son intérêt pour financer 85% du projet de chemin de fer côtier du Nigéria.**

[La Banque américaine d'import-export \(U.S. EximBank\), en partenariat avec l'entreprise d'ingénierie américaine AECOM a exprimé son intérêt pour financer 85% du projet de chemin de fer côtier du Nigéria](#) soit environ 9 Mds USD sur un total de 11,1 Mds. De son côté, AECOM a aussi manifesté son intérêt pour fournir les études de faisabilité. Pour rappel, ce projet consiste au développement d'une voie ferrée reliant Lagos à Calabar (Etat de Cross River, Sud-Est) via Port Harcourt. Un accord avait été conclu en 2016 entre l'Etat fédéral nigérian et la *China Civil Engineering Construction Company* (CCECC) pour un montant de 11,2 Mds USD. Une entreprise américaine, Ameri Metro, avait proposé en 2018 de débloquer 10 Mds USD pour ce même projet, suite selon elle à des échos selon lesquelles la CCECC n'aurait pas été pas en mesure de mobiliser les fonds. Le Nigéria souffre d'un système ferroviaire sous-dimensionné, comptant environ 3500 km de voies ferrées contre 20 500 km pour l'Afrique du Sud, avec seulement 1,4 M de passagers en 2017.

## Ghana

### **150 MEUR de financements britanniques accordés pour la construction d'infrastructures.**

Le vice-Président ghanéen, Mahumudu Bawumia, s'est rendu à Londres accompagné d'une délégation ministérielle afin de co-présider le [2<sup>nd</sup> sommet d'investissement organisé par le comité d'affaires ghanéo-britannique](#). Les autorités du Royaume-Uni y ont officialisé l'octroi par leur agence publique de soutien à l'exportation (UKEF) d'une aide liée de 130 MGBP (150 MEUR) à des projets publics. 82 MEUR de crédits et garanties ont été annoncés pour la construction de la deuxième phase de modernisation du marché de Kumasi (Région Ashanti), qui réunit chaque jour 800 000 personnes. Un prêt de 52 MEUR doit être consacré à l'agrandissement de l'aéroport de Tamale (Région Nord), en co-financement avec l'agence de développement allemande (KfW), qui participe à hauteur de 80 MEUR. Enfin, une garantie de 21 MEUR a été accordée pour la construction et l'équipement d'un hôpital à Bekwai (Région Ashanti).

## Sierra Leone

### **11,8 MUSD alloués par le Fonds international de développement agricole (FIDA) au projet de développement de la chaîne de valeur agricole (AVDP).**

L'[AVDP](#) vise sur six ans à soutenir la résilience de 34 000 petits exploitants agricoles face au changement climatique et la commercialisation des produits agricoles dans le pays. Le coût total du projet est estimé à 60,3 MUSD, dont 40,3 MUSD financé par la FIDA ([11,8 MUSD alloués lors de la signature de l'accord](#), puis 28,5 MUSD lors d'un 2<sup>nd</sup> cycle), 9,2 MUSD (encore en attente d'approbation) par le Fond d'adaptation des Nations Unies, 8,1 MUSD par l'Etat sierra léonais, 1,4 MUSD par le secteur privé et 1,4 MUSD par les bénéficiaires eux-mêmes. Pour information, la FIDA est déjà présente en Sierra Leone à travers les *Smallholder Commercialization Programme* (56,4 MUSD) et le *Rural Finance and Community Improvement Programme* (47,15 MUSD pour la phase II). La Banque mondiale est également active dans ce domaine avec le *Smallholder Commercialization and Agribusiness Development Project* (40 MUSD) et le *Agro-Processing Competitiveness Project* (10 MUSD). Pour rappel, l'agriculture représente 59% du PIB de la Sierra Leone, emploie 62% de la population active et 22% des recettes d'exportation en sont issues.

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

---

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---